

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1981)
Heft: 610

Rubrik: Le carnet de Jeanlouis Cornuz

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Un syndicaliste à la tribune

blèmes qui recèlent beaucoup plus de matière explosive que le principe formel de l'autogestion. Le programme doit donner des réponses concrètes à ces questions pour que les quelque 50 000 membres du PS et son demi-million d'électeurs sachent à quoi s'en tenir, et sans que soit remplacée par la peur du futur autogestionnaire la crainte que leur inspire le système en vigueur: «Seuls des hommes confiants, libérés de toute angoisse vis-à-vis du présent comme de l'avenir, pourront accepter et vouloir une Suisse nouvelle.»

Après avoir rappelé les valeurs traditionnelles du

socialisme, B. K. conclut en rappelant les rapports de force dans la société actuelle dominée par «des classes moyennes composées de fonctionnaires, de mandataires commerciaux, d'intendants, de potentats locaux et de prestataires de services de toutes sortes. C'est à eux que nous devons montrer leur place dans la nouvelle société, afin de les gagner à l'idée d'un changement. Ils doivent comprendre que, dépourvus de tout moyen de production propre, sans avoir leur propre logement, ils sont en fait davantage prolétaires que les paysans indépendants ou les forgerons du village — sans que leurs vacances passées au-delà des mers y changent rien».

Et de tirer une leçon de tout cela: «Ne nous imaginons surtout pas que le pouvoir en Suisse puisse être gagné ou perdu à l'échelon central! Le pro-

gramme doit parler aux socialistes de tout notre Etat fédéraliste, qui ont déjà chacun une parcelle de pouvoir. Nous sommes déjà un peu au pouvoir. Nous disposons déjà aujourd'hui de réseaux d'influence. Nous commettrions une erreur si nous croyions pouvoir plus tard, d'un coup, instaurer un système tout neuf. Si l'autogestion est un processus, il appartient au programme de préciser le contenu de chacune des étapes. Nous devons déterminer clairement les points de rupture et les réseaux. C'est justement ce travail qu'il reste à faire.»

* * *

A Interlaken, B. K. a été élu en tête des vingt membres désignés par le Congrès pour faire partie de la commission chargée d'élaborer le nouveau programme, et de préciser le contenu des politiques du socialisme autogestionnaire. Prometteur.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

148 numéros de «Contacts»

Au début de l'été, j'ai reçu le 148^e et dernier numéro de la revue *Contacts*, lancée en octobre 1954...

Non sans quelque fierté, mais surtout non sans quelque mélancolie, je feuillette ces 1232 pages, que Jean-Louis Rebetez d'abord, puis Michel Buenzod, assisté entre autres, naguère d'Olivier Pavillon, plus récemment d'Anne-Catherine Menétréy, ont rédigées pendant plus d'un quart de siècle, et dont j'en ai écrit une ou deux.

Initiative Chevallier pour la réduction des armements militaires (Dieu merci, les Russes intervinrent à temps en Hongrie pour que l'initiative soit retirée!); première initiative anti-atomique; deuxième initiative socialiste pour que toute acquisition d'armes atomiques soit soumise au vote populaire; union des gauches; Vietnam; Grèce des colonels; apartheid; Tchécoslovaquie 1968; syndi-

calisme; affaire Bührle; initiative Schwarzenbach; droit de vote des femmes; réforme scolaire; décriminalisation de l'avortement; prisons...: de tout cela, que reste-t-il?

Sans doute, «nous» avons eu parfois la majorité de notre côté — et plus souvent, battus sur le plan fédéral, nous l'emportions dans les cantons romands, et parfois au Tessin, et parfois à Bâle-Ville.

Ce n'est pas là, toutefois, ce qui me paraît le plus intéressant. Souvent battus (armes atomiques, décriminalisation de l'avortement), nous sommes peut-être parvenus quand même à attirer l'attention, à freiner un mouvement qui nous paraissait néfaste, à l'emporter *dans les faits*.

C'est ainsi que jusqu'à aujourd'hui, le Département militaire fédéral a renoncé à acquérir des armes nucléaires.

Bien sûr, «ils» proclamaient bien haut qu'ils n'en avaient nullement l'intention et qu'ils voulaient seulement garder les mains libres. Sachant que la chair est faible, quand bien même l'esprit n'est pas toujours très prompt, nous avons cru devoir à la

charité chrétienne de les aider dans leurs bonnes résolutions... Rendons à nos adversaires cette justice: jusqu'aujourd'hui, ils ont consenti à réfréner leur envie...

De même, peut-être, en ce qui concerne la décriminalisation de l'avortement: si nous ne sommes pas arrivés à grand-chose sur le plan légal, il se peut que dans la pratique de tous les jours, la situation ait tout de même évolué. Je me revois dévalant le Calvaire aux côtés de mon ami M^e Minet, avocat et joueur d'échecs — qui allait défendre l'une des *cent* et quelques accusées d'un procès en avortement! C'était dans les années quarante. Du moins dans le canton de Vaud si beau, de tels procès ont disparu.

Il n'en va malheureusement pas de même en ce qui concerne l'exportation des armes: malgré l'opposition d'une très forte minorité, ces exportations se sont poursuivies. Il semble même qu'elles se soient accrues.

Il n'en va pas de même dans le cas du service civil et de l'objection de conscience: les tribunaux militaires continuent à condamner comme par le passé

— on a parfois l'impression: plus que par le passé. Mais n'est-ce pas parce que la minorité, aujourd'hui, ne représente plus que le 10 ou le 15% des citoyens? Alors que la majorité, il est vrai, ne représente plus de son côté que le 15 ou le 20% de ce même corps électoral, mais comme «qui ne dit mot, consent»... Il faut y réfléchir!

J. C.

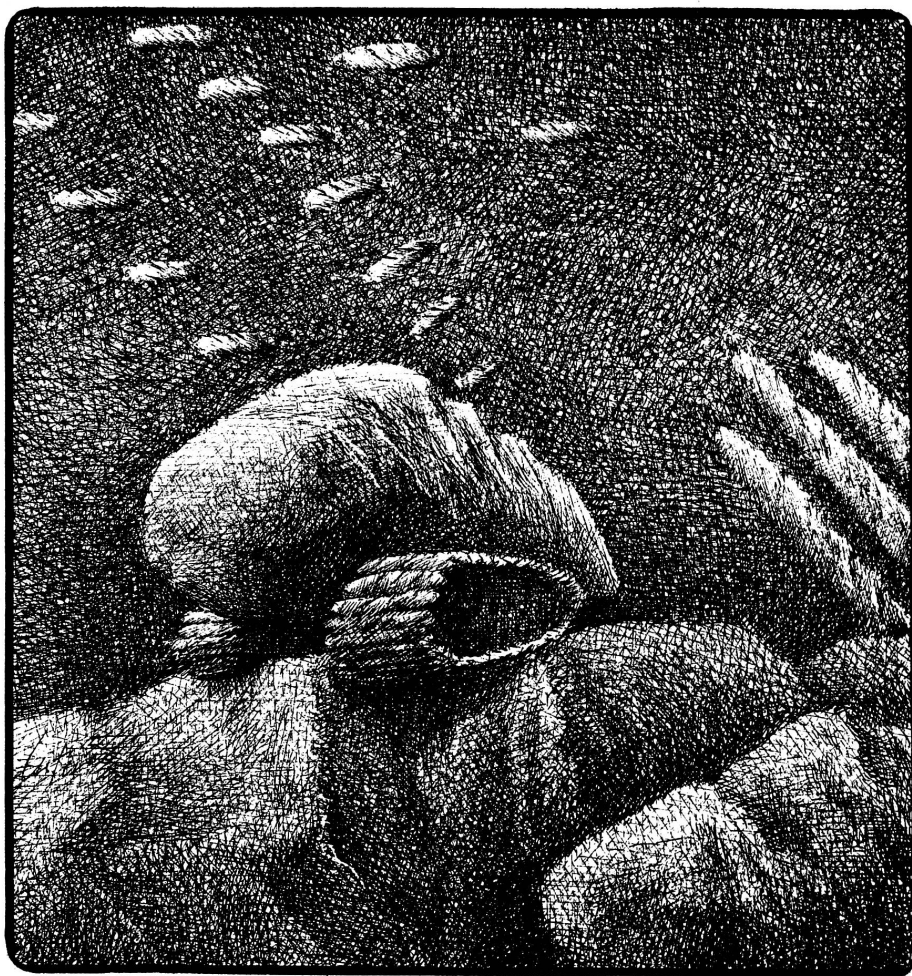
Glanures helvétiques

Combien de lecteurs de la page des avis mortuaires du «Tages Anzeiger» du surlendemain de l'assassinat du président Sadate ont-ils compris que l'annonce, rédigée en arabe, et publiée par le Consulat général de la République Arabe Egyptienne de Zurich, était un appel aux jeunes Egyptiens à l'étranger pour qu'ils régularisent leurs obligations militaires auprès des ambassades de Paris, de Bonn ou de Vienne?

Il y avait des Suisses au grand rassemblement des pacifistes de Bonn, le 10 octobre. Les secrétariats du Parti du Travail de Bâle, de Zurich et de Berne vendaient pour 48 francs le billet valable dans le train spécial qui quittait la gare badoise de Bâle à 03 h. 30 (retour à 23 h. 27). Ces Suisses se sont joints aux manifestants allemands des régions du Haut-Rhin.

La «Libera Stampa», seul quotidien socialiste des minorités linguistiques en Suisse, a publié un tableau de la répartition géographique de ses abonnés. En 1979 le 89,90% des abonnés habitaient le Tessin, le 9,43% le reste de la Suisse et le 0,67% l'étranger. En 1935, à l'époque où «Libera Stampa» était le seul quotidien socialiste au monde, plus de 30% des abonnés n'étaient pas domiciliés au Tessin.

LE POINT DE VUE DE MARTIAL LEITER



Le monde mené à la baguette (du pain et des (l)armes)